

## PROJET DE LOI CRIMINALISANT LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES

## Les assurances de Bensalah

**Le tant controversé projet de loi criminalisant les violences contre les femmes n'est ni «retiré» encore moins annulé» contrairement à ce qui est supputé par-ci par-là.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** L'assurance est du président du Conseil de la nation même s'il ne l'a pas expressément cité. Intervenant, hier mardi, à la clôture de la session du printemps du Parlement dans ses deux Chambres, Abdelkader Bensalah a qualifié le bilan de cette session de positif au vu de nombre de projets de lois étudiés et adoptés brassant plusieurs secteurs (économique social et culturel), ce qui a permis, selon lui, de venir à bout des manques et des vides juridiques enregistrés et qui sont incompatibles avec les développements intervenus localement et à l'international. D'autres de ces lois ont consolidé les droits de l'Homme. Ceci avant de préciser que «si l'adoption n'a pas touché tous les textes au menu au tout début de la session, cela ne veut pas dire que lesdits textes qui n'ont pas été étudiés et pas adoptés ont été annulés ou retirés, mais ils seront pris en considération avec toute l'attention requise à l'avenir».

Et tout le monde aura compris l'allusion de Bensalah au projet de loi criminalisant les violences contre les femmes qui, une fois adopté

dans les conditions que l'on sait à l'APN, début mars écoulé, a stagné au niveau du Sénat. Un projet de loi qui n'a de cesse d'être dénoncé par les partis islamistes qui, incapables de freiner son adoption au niveau de la Chambre basse du Parlement, ont tout fait pour le bloquer au Sénat au motif qu'il n'est pas conforme aux préceptes de l'Islam en ce sens, arguent-ils, qu'il encourage la dislocation de la cellule familiale et qu'il attente à l'intimité de cette dernière.

Un forcing relayé par les canaux médiatiques apparentés à la mouvance verte qui a eu pour effet de pousser le bureau du Sénat à temporiser, le temps que cette déferlante s'amenuise avant sa reprogrammation lors de la prochaine session parlementaire. Ce que Bensalah vient de signifier on ne peut plus clairement même s'il a pris le soin de ne pas citer ledit projet de loi, préférant l'englober dans un ensemble de projets de lois en attente d'étude et d'adoption. D'un autre côté, le président du Sénat a emboîté le pas à l'Exécutif au sujet des répercussions de la baisse des cours du pétrole dans la situation du pays. Bensalah



Photo : Samir Sid

**Le président du Sénat insiste sur la nécessité d'une gestion rigoureuse des ressources financières de l'Etat.**

a évoqué les indicateurs économiques et financiers du pays qui, selon lui, alertent d'un «avenir difficile si l'on n'adopte pas la feuille de route du gouvernement à ce sujet qui dicte la nécessité d'une gestion plus rigoureuse des ressources financières de l'Etat à orienter de manière

à assurer les équilibres économiques et à garantir la couverture sociale nécessaire, notamment dans l'éducation, la santé et le logement...».

Il invitera, dans ce sillage, la classe politique à participer à l'œuvre de sensibilisation et de conscientisation

des divers pans de la société quant au caractère difficile de la conjoncture actuelle.

A noter que les parlementaires du FFS n'ont pas assisté à cette cérémonie de clôture de la session printanière du Parlement.

Dans un communiqué rendu public la veille, ils dénoncent le bureau de l'APN qui a, selon eux, décidé d'une manière «unilatérale et d'écourter d'un mois cette session, entraînant ainsi l'annulation de deux séances de questions orales ainsi que le débat de deux projets de loi, l'un relatif à l'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique, l'autre modifiant le code de commerce». Ils qualifient cette décision d'«inacceptable».

Une décision qui traduit clairement, selon les parlementaires du vieux front de l'opposition, «la soumission d'un bureau totalement inféodé au gouvernement, qui obéit à des agendas qui ne sont pas ceux de l'Assemblée» s'élevant contre «ces pratiques qui réduisent la représentation nationale à des figurants dont on peut se passer sur commande et dénoncent l'absence de débat sur les questions qui engagent l'avenir du pays».

**M. K.**

## Les associations passent à l'offensive

**La clôture hier de la session de printemps au Sénat a confirmé les craintes des associations se battant pour les droits des femmes. Le texte modifiant les dispositions du code pénal fait l'objet de blocage mais le collectif d'associations ne compte pas baisser les bras. Une campagne de sensibilisation sera menée. Le président du Conseil de la nation a déjà été saisi.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Indignation chez le collectif d'associations mis en place pour faire pression sur les pouvoirs publics afin que le texte de loi modifiant le code pénal et contenant des articles criminalisant la violence faite aux femmes soit programmé au Sénat dès la reprise des travaux.

Les nouvelles émanant de l'institution présidée par Bensalah ne sont pourtant pas bonnes. Il semblerait que le texte ne soit même pas programmé pour la session d'automne. C'est ce qui explique la mobilisation d'une douzaine d'associa-

tions (Réseau Wassila, Femmes en communication, SOS enfance en détresse de Tiaret, Rafd d'Oran, Rachda, le Ciddef, SOS femmes en détresse...) pour exiger la programmation de ce texte objet de blocages. S'exprimant au nom du collectif, Soumia Salhi a rappelé qu'en date du 29 juin dernier, les associations avaient écrit à Bensalah qui n'a jusque-là pas encore répondu à leur sollicitation. Elle s'interrogeait hier sur le message véhiculé à travers la clôture de la session de printemps : serait-ce celui de la consécration de l'impunité ?

Le gouvernement est également mis devant ses responsabilités : il ne peut, selon Soumia Salhi, se dérober et cautionner la violence alors même que la Constitution consacre le droit à la protection.

Les statistiques, dit-elle, sont effrayantes : durant les neuf premiers mois de 2014, plus de 6 000 cas de violences à l'égard des femmes ont été recensés. Pas moins de 4 000 cas sont à classer dans la case des violences familiales.

Le collectif écrit dans son manifeste que «tous les jours, des femmes sont victimes de violences. Des enfants assistent à cette violence, grandissent et en souffrent. S'il était nécessaire de démontrer la nécessité de cette loi, et les conséquences de la non-protection des victimes.

Des femmes sont en danger. Cette violence provoque chaque année des mortes, des milliers de blessées, sans compter les traumatisées à vie. Elles attendent cette loi qui les encouragera à se protéger sinon on est en situation de non-assistance à personne en danger. Des femmes osent maintenant déclarer cette violence, ne pas les prendre en charge, c'est les laisser soumises à l'arbitraire et aux représailles des agresseurs.»

Le collectif note que «malgré la clause du pardon qui risque d'être obtenue par les pressions sur une victime fragilisée psychologiquement et matériellement, par la peur de se retrouver à la rue, nous avons estimé que cette loi est le premier recours pour la victime, en attendant les mesures concrètes de prise en charge des victimes».

**N. I.**

### **A PROPOS DE L'AGENT DE LA PROTECTION CIVILE QUI S'EST TRANSFORMÉ EN GARDIEN DE LA MORALE**

## **La Direction dénonce et sévit**

«Les faits survenus en date du 3 juillet 2015, dans la plage de Boulimata, commune de Béjaïa, de la part d'un des éléments astreints au dispositif de surveillance des plages restent une réaction et une attitude strictement personnelle, qui ne reflète aucunement la doctrine de la noble institution qui est la nôtre. Toutefois, la Direction de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa, une fois avisée, a immédiatement réagi, d'abord par le rappel à l'ordre de l'intéressé, et ensuite, par la prise des mesures disciplinaires et administratives qui s'imposent. Nous tenons également à ce que nos concitoyens sachent que la Protection civile reste une institution républicaine et citoyenne vouée à l'accomplissement des missions qui lui sont imparties, où chaque jour ses éléments consacrent leurs vies au secours d'autrui. La rude mission qu'ils exercent laisse parfois apparaître certains errements qui ne sauraient anéantir le chevaleresque et l'héroïque travail accompli chaque jour sur le terrain.»

**Directeur de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa commandant R. Lattaoui**

### **AHMED OUYAHIA AU QUOTIDIEN E'CHOUROUK :**

## **«Je rencontrerai Ammar Saâdani après l'Aïd»**

**Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia, estime que les partis du pouvoir doivent faire face au discours de l'opposition et il tient toujours à son projet de pôle politique des partis soutenant Abdelaziz Bouteflika. C'est ce qu'il avait affirmé dans un entretien fleuve accordé au journal arabophone E'chourouk, publié hier mardi.**

«Mon frère et collègue Ammar Saâdani n'a pas rejeté notre proposition mais a formulé des réserves», répondra Ouyahia à propos de la position du secrétaire général du FLN qui affirmait que, si entité politique devait y avoir entre les partis au gouvernement, le parti majoritaire ne pourrait en être que la locomotive. «Peut-être que de tels malentendus

sont dus à l'absence de coordination et au manque de rencontres entre nos partis. Ceci dit, le jeu collectif reprendra comme avant et nous allons rencontrer nos frères du FLN après les fêtes de l'Aïd pour mettre au point un mécanisme dans ce sens.» Car, pour le patron du RND, il est hors de question de céder le terrain à l'opposition et à ce qu'il appel-

le le «discours populiste».

Il s'explique : «Le Président Bouteflika et sa famille, plus précisément son frère Saïd font l'objet d'une monstrueuse campagne de dénigrement. Certains sont allés jusqu'à accuser le frère du Président de fomenter un coup d'Etat (...) C'est ce genre de populisme qui nous a menés à la dérive par le passé.»

Ouyahia citera ainsi, pour en faire le parallèle, la fameuse phrase du sinistre Abassi Madani qui comparait Chadli à «Mesmar J'ha» !

Suggérant, comme lors de sa conférence de presse du 10 juin dernier, que le pouvoir devrait faire montre d'agressivité en terme de communica-

tion et dans son discours, Ouyahia lancera ce défi : «Je suis prêt à débattre avec quiconque parmi ceux qui à chaque fois émettent des doutes ou lancent des accusations à propos de la destination finale des 650 milliards que l'Etat a consacrés aux trois plans de développement.»

Ici, c'est plus le directeur de cabinet de la présidence et surtout l'ex-chef du gouvernement qui parle.

Tout comme lorsqu'il évoquera la menace «toujours persistante» de Daesh, due, essentiellement, selon lui, à la situation dramatique qui entoure l'Algérie à ses frontières.

**K. A.**